

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 75

**AFFAIRE DU CHEMIN DE FER
PANEVEZYS-SALDUTISKIS**

(EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES)

ORDONNANCE DU 30 JUIN 1938

1938

ORDER OF JUNE 30th, 1938

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A./B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 75

**THE PANEVEZYS-SALDUTISKIS
RAILWAY CASE**

(PRELIMINARY OBJECTIONS)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

ORDONNANCE RENDUE LE 30 JUIN 1938

1938.
Le 30 juin.
Rôle général
nos 74 et 76.

ANNÉE JUDICIAIRE 1938

AFFAIRE DU CHEMIN DE FER
PANEVEZYS-SALDUTISKIS

(EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES)

Présents : M. GUERRERO, *Président* ; sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, DE VISSCHER, *juges* ; MM. STRANDMAN et RÖMER'IS, *juges ad hoc*.

La Cour permanente de Justice internationale,
ainsi composée,
après délibéré en Chambre du Conseil,
vu les articles 40 et 48 du Statut de la Cour,
vu l'article 62 du Règlement de la Cour,

Rend l'ordonnance suivante :

EN CE QUI CONCERNE L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE :

Considérant que, par une requête déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 2 novembre 1937, le Gouvernement estonien a introduit devant la Cour une instance contre le Gouvernement lithuanien relative aux droits revendiqués par la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* sur la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis ;

Considérant que la requête est présentée par référence aux déclarations d'adhésion de l'Estonie et de la Lithuanie à la

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

ORDER MADE ON JUNE 30th, 1938.

1938.
June 30th.
General List :
Nos 74 and 76.

JUDICIAL YEAR 1938.

THE PANEVEZYS-SALDUTISKIS
RAILWAY CASE

(PRELIMINARY OBJECTIONS)

Present : M. GUERRERO, *President* ; Sir CECIL HURST, *Vice-President* ; Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, DE VISSCHER, *Judges* ; MM. STRANDMAN and RÖMER'IS, *Judges ad hoc*.

The Permanent Court of International Justice,

composed as above,
after deliberation,

having regard to Articles 40 and 48 of the Statute of the Court,
having regard to Article 62 of the Rules of Court,

Makes the following Order :

AS REGARDS THE POSITION OF THE PROCEEDINGS :

Whereas, by an Application filed in the Registry of the Court on November 2nd, 1937, the Estonian Government instituted proceedings before the Court against the Lithuanian Government regarding the rights claimed by the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company over the Panevezys-Saldutiskis railway ;

Whereas the Application was presented having regard to the declarations of Estonia and Lithuania acceding to the Optional

disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour ;

Considérant que la requête demande qu'il plaise à la Cour dire et juger :

« 1. Qu'à tort le Gouvernement lithuanien a refusé de reconnaître les droits de la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal*, en tant que propriétaire et concessionnaire de la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, et de l'indemniser pour la saisie et l'exploitation illégales de cette ligne.

2. Que le Gouvernement lithuanien est tenu à la réparation du préjudice subi de ce chef par la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* et évalué, à la suite du retrait par ladite société de ses propositions transactionnelles, à la somme de Lits-or 14.000.000 avec intérêts à 6 % l'an à compter du 1^{er} janvier 1937. »

Considérant que la requête a été notifiée au Gouvernement lithuanien à la date du 2 novembre 1937 ;

Considérant que, la Cour ne comptant sur le siège aucun juge de la nationalité des Parties en cause, les Gouvernements estonien et lithuanien se sont prévalus du droit de désigner chacun un juge conformément aux dispositions de l'article 31 du Statut et ont désigné respectivement à ce titre, le Gouvernement estonien, M. Otto Strandman, et le Gouvernement lithuanien, M. Mykolas Römeris ;

Considérant que, par ordonnance du 15 novembre 1937, le Président de la Cour a fixé les délais pour la présentation des Mémoire, Contre-Mémoire, Réplique et Duplique ;

Considérant que le Gouvernement estonien a, dans le délai ainsi fixé, effectué le dépôt de son Mémoire, aux termes duquel il a conclu à ce qu'il plaise à la Cour dire et juger :

« 1^o Qu'à tort le Gouvernement lithuanien a refusé de reconnaître les droits de la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal*, en tant que propriétaire et concessionnaire de la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, et de l'indemniser pour la saisie et l'exploitation illégales de cette ligne.

2^o Que le Gouvernement lithuanien est tenu à la réparation du préjudice subi de ce chef par la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* et évalué à I) la somme de Lits-or 6.850.000 représentant le prix du chemin de fer, plus II) la somme représentant les annuités dues pour l'exploitation du chemin de fer par les autorités lithuaniennes du jour de la saisie au jour du paiement, chaque annuité étant forfaitairement considérée égale à six pour cent du prix du chemin de fer fixé ci-dessus. »

Considérant que, le 15 mars 1938, date fixée pour le dépôt de son Contre-Mémoire, le Gouvernement lithuanien a présenté des exceptions préliminaires qu'il a accompagnées d'un Contre-Mémoire préliminaire ;

Clause of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court ;

Whereas the Application prays the Court to adjudge and declare :

“1. That the Lithuanian Government has wrongfully refused to recognize the rights of the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, as owners and concessionaires of the Panevezys-Saldutiskis railway line, and to compensate that company for the illegal seizure and operation of this line.

2. That the Lithuanian Government is under an obligation to make good the prejudice which has been thus sustained by the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, and which is estimated, the proposals for a compromise made by that company having been withdrawn, at the sum of 14,000,000 Gold Lits, plus interest at 6 % per annum as from January 1st, 1937.”

Whereas the Application was notified to the Lithuanian Government on November 2nd, 1937 ;

Whereas the Court did not include on the Bench any judge of the nationality of either of the Parties and the Estonian and Lithuanian Governments, availing themselves of their right under Article 31 of the Statute each to nominate a judge, have nominated respectively in this capacity, the Estonian Government, M. Otto Strandman, and the Lithuanian Government, M. Mykolas Römer's ;

Whereas, by an Order made on November 15th, 1937, the President of the Court fixed the time-limits for the filing of the Memorial, Counter-Memorial, Reply and Rejoinder ;

Whereas, within the time-limit thus fixed, the Estonian Government filed its Memorial, in which it prayed the Court to adjudge and declare :

“1. That the Lithuanian Government has wrongfully refused to recognize the rights of the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, as owners and concessionaires of the Panevezys-Saldutiskis railway line, and to compensate that company for the illegal seizure and operation of this line.

2. That the Lithuanian Government is under an obligation to make good the prejudice which has been thus sustained by the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company and which is estimated at I) the sum of 6,850,000 Gold Lits representing the value of the railway, plus II) the sum representing the annual payments due for the operation of the line by the Lithuanian authorities from the date of seizure to the date of payment, the annual payments being reckoned at the uniform rate of six per cent of the value of the railway fixed above.”

Whereas on March 15th, 1938, the date fixed for the filing of the Counter-Memorial, the Lithuanian Government filed preliminary objections accompanied by a Preliminary Counter-Memorial ;

Considérant que le Gouvernement lithuanien oppose aux demandes du Gouvernement estonien deux exceptions respectivement basées : la première « sur l'inobservation par le Gouvernement estonien de la règle du droit des gens qui veut que la demande soit nationale non seulement au moment de sa présentation, mais également au moment du préjudice subi », et la deuxième « sur l'inobservation par le Gouvernement estonien de la règle du droit des gens exigeant l'épuisement du recours interne » ; que ledit Gouvernement conclut en priant la Cour de déclarer irrecevables les demandes du Gouvernement estonien ;

Considérant que, par le fait du dépôt de l'acte introductif d'exceptions et conformément à l'article 62, alinéa 3, du Règlement, la procédure sur le fond ayant été suspendue, le Président de la Cour a fixé le délai dans lequel le Gouvernement estonien pouvait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions soulevées par le Gouvernement lithuanien ;

Considérant que le Gouvernement estonien a déposé dans le délai ainsi fixé ses observations et conclusions écrites demandant à la Cour de rejeter les exceptions préliminaires du Gouvernement lithuanien ;

Considérant qu'au cours des audiences publiques tenues les 13, 14, 15, 17 et 18 juin 1938, la Cour a entendu en leurs plaidoiries sur lesdites exceptions, pour la Lithuanie M. André Mandelstam, agent, et pour l'Estonie le baron Boris Nolde, agent ;

Considérant qu'au cours de la procédure orale les conclusions formulées dans les pièces de la procédure écrite ont été maintenues de part et d'autre par les Parties ;

Considérant qu'en cet état il appartient à la Cour, aux termes de l'article 62, alinéa 5, de son Règlement, soit de statuer sur les exceptions, soit de les joindre au fond ;

EN CE QUI CONCERNE LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES :

Considérant que les exceptions préliminaires du Gouvernement lithuanien tendent à faire décider par la Cour que le Gouvernement estonien n'est, dans l'espèce, fondé ni à prendre en mains la cause de la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal*, ni à soumettre cette affaire à la Cour ;

Considérant que le Gouvernement estonien a conclu au rejet desdites exceptions en faisant valoir, en ordre principal, que c'est à tort que le Gouvernement lithuanien les a qualifiées d'exceptions préliminaires, et, à titre subsidiaire, que ces moyens sont mal fondés ;

Considérant que, dans la phase actuelle de la procédure, une décision ne peut être prise ni sur le caractère préliminaire des exceptions, ni sur le bien-fondé de ces mêmes exceptions ; qu'en

Whereas the Lithuanian Government raises two objections to the claims of the Estonian Government, the first of these objections being based “on the non-observance by the Estonian Government of the rule of international law to the effect that a claim must be a national claim not only at the time of its presentation, but also at the time when the injury was suffered”, and the second “on the non-observance by the Estonian Government of the rule of international law requiring the exhaustion of the remedies afforded by municipal law”; and submitted that the claims of the Estonian Government could not be entertained;

Whereas, under Article 62, paragraph 3, of the Rules, proceedings on the merits are suspended as the result of the filing of the objections; whereas accordingly the President of the Court fixed the time within which the Estonian Government might present a written statement of its observations and submissions in regard to the objections raised by the Lithuanian Government;

Whereas the Estonian Government, within the time-limit thus fixed, filed its written observations and submissions praying the Court to overrule the preliminary objections of the Lithuanian Government;

Whereas, in the course of public sittings held on June 13th, 14th, 15th, 17th and 18th, 1938, the Court heard oral arguments upon the said objections presented by M. André Mandelstam, Agent, on behalf of Lithuania, and by Baron Boris Nolde, Agent, on behalf of Estonia;

Whereas the submissions made in the documents of the written proceedings were maintained by the Parties in the oral proceedings;

Whereas, in these circumstances, it is incumbent on the Court, under Article 62, paragraph 5, of the Rules, either to give its decision upon the objections or to join them to the merits;

AS REGARDS THE PRELIMINARY OBJECTIONS :

Whereas the preliminary objections of the Lithuanian Government aim at obtaining from the Court a decision that the Estonian Government is not entitled in the present case to take up the case of the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, nor to submit that case to the Court;

Whereas the Estonian Government submits that the said objections should be overruled, on the ground, firstly, that the Lithuanian Government is not entitled to present these objections as preliminary objections and, alternatively, that they are not well-founded;

Whereas, at the present stage of the proceedings, a decision cannot be taken either as to the preliminary character of the objections or on the question whether they are well-founded;

effet, une telle décision soulèverait des questions de fait et des points de droit sur lesquels les Parties sont à plusieurs égards en désaccord et qui sont trop étroitement liés au fond pour que la Cour puisse se prononcer, dès à présent, à leur sujet ;

Considérant que, en raison dudit désaccord entre les Parties, la Cour a besoin des informations les plus précises concernant les thèses juridiques énoncées par les Parties et les motifs à l'appui de ces thèses ;

Considérant qu'en statuant sur les exceptions la Cour risquerait soit de trancher des questions qui appartiennent au fond de l'affaire, soit d'en préjuger la solution ;

Considérant que la Cour peut toujours ordonner la jonction des exceptions préliminaires au fond, lorsque les intérêts de la bonne administration de la justice lui en font un devoir ;

Considérant qu'en conséquence les exceptions soumises par le Gouvernement lithuanien doivent être jointes au fond ;

EN CE QUI CONCERNE LA SUITE DE LA PROCÉDURE :

Considérant qu'aux termes de l'article 62, alinéa 5, du Règlement, il appartient à la Cour, lorsqu'elle joint les exceptions au fond, de fixer de nouveau les délais pour la suite de l'instance ; qu'il convient donc de fixer dès maintenant les délais pour la présentation des Contre-Mémoire, Réplique et Duplique sur le fond ;

LA COUR :

1) joint les exceptions soulevées par le Gouvernement lithuanien au fond de l'instance introduite par la requête du Gouvernement estonien, enregistrée au Greffe le 2 novembre 1937, pour être statué par un seul et même arrêt sur lesdites exceptions et, éventuellement, sur le fond ;

2) fixe comme il suit les délais pour le dépôt des pièces ultérieures :

a) pour le Contre-Mémoire du Gouvernement lithuanien : le 1^{er} septembre 1938 ;

b) pour la Réplique du Gouvernement estonien : le 14 octobre 1938 ;

c) pour la Duplique du Gouvernement lithuanien : le 25 novembre 1938.

any such decision would raise questions of fact and law in regard to which the Parties are in several respects in disagreement and which are too closely linked to the merits for the Court to adjudicate upon them at the present stage;

Whereas, in view of the said disagreement between the Parties, the Court must have exact information as to the legal contentions respectively adduced by the Parties and the arguments in support of these contentions;

Whereas, if it were now to pass upon these objections, the Court would run the risk of adjudicating on questions which appertain to the merits of the case or of prejudging their solution;

Whereas the Court may order the joinder of preliminary objections to the merits, whenever the interests of the good administration of justice require it;

Whereas, in view of these considerations, the objections submitted by the Lithuanian Government should be joined to the merits;

AS REGARDS THE FURTHER PROCEEDINGS :

Whereas under Article 62, paragraph 5, of the Rules, it is incumbent on the Court, when it joins objections to the merits, once more to fix time-limits for the further proceedings; and time-limits for the filing of the Counter-Memorial, Reply and Rejoinder on the merits must therefore be fixed;

THE COURT :

(1) joins the objections raised by the Lithuanian Government to the merits on the proceedings instituted by the Application of the Estonian Government, filed with the Registry on November 2nd, 1937, in order that it may adjudicate in one and the same judgment upon these objections and, if need be, on the merits;

(2) fixes as follows the time-limits for the filing of the subsequent documents :

(a) for the Counter-Memorial of the Lithuanian Government : September 1st, 1938;

(b) for the Reply of the Estonian Government : October 14th, 1938;

(c) for the Rejoinder of the Lithuanian Government : November 25th, 1938.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le trente juin mil neuf cent trente-huit, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement estonien et au Gouvernement lithuanien.

Le Président de la Cour :

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this thirtieth day of June, one thousand nine hundred and thirty-eight, in three copies, of which one will be placed in the archives of the Court and the others will be transmitted to the Estonian and Lithuanian Governments respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,
Registrar.